



FINANCER L'ADDUCTION D'EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ANALYSE LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LA COOPERATION AVEC LES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT EN VUE DE SOUTENIR LE SECTEUR DE L'EAU

Tunis, 16 juin 2006 - Un atelier consultatif, organisé par la Banque africaine de développement (BAD) à Tunis, sur le financement et le recouvrement des coûts dans le secteur de l'eau en Afrique a regroupé les représentants des pays membres régionaux, des partenaires multilatéraux au développement, des institutions financières et d'autres parties prenantes tels que le secteur privé et les organisations de la société civile pour examiner les instruments financiers et la coopération avec les partenaires au développement en vue de soutenir le secteur de l'eau en Afrique.

L'atelier a été ouvert mardi à Tunis par M. Joseph B. Eichenberger, Vice-président de la BAD, chargé des politiques, de la planification et du budget. M. Kordjé Bedoumra, Directeur de la Facilité africaine de l'eau, a présenté à l'audience un aperçu des initiatives de la Banque dans le secteur de l'eau. La séance plénière était présidée par M. Philbert Africa, Directeur du Département des politiques et de la revue des opérations. Le discours liminaire, qui a mis en évidence les défis liés au financement du secteur de l'eau et de l'assainissement, a été prononcé par M. William Muhairwe, Directeur général de la société nationale des eaux et de l'assainissement d'Ouganda.

L'atelier consultatif des parties prenantes, qui a duré trois jours, a examiné les questions relatives « à la participation financière des usagers et aux coûts de recouvrement des projets d'adduction d'eau, d'assainissement et d'irrigation en vue d'assurer leur viabilité financière » dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau. Les participants ont également examiné les conclusions d'une étude réalisée par la BAD sur « les instruments financiers visant à faciliter l'investissement en infrastructure dans le secteur de l'eau ». L'objectif de cette étude est de promouvoir le dialogue entre le personnel de la Banque et les clients et bénéficiaires potentiels, et de renforcer la collaboration avec des institutions et des organismes spécifiques sur le déploiement effectif des instruments financiers.

Les participants ont examiné les moyens spécifiques et ordinaires de collaboration entre la BAD et d'autres institutions sur l'utilisation des instruments financiers pour promouvoir l'investissement dans le secteur de l'eau et, à terme, établir des réseaux visant à faciliter les activités de suivi et l'amélioration des connaissances et de l'information sur les expériences acquises dans le secteur de l'eau. Le projet de directives sur les frais d'utilisation et les coûts de recouvrement dans le secteur de l'eau sera également révisé pour prendre en compte les propositions et recommandations formulées au cours de l'atelier.

En Afrique, les ressources financières font cruellement défaut pour la mise en place d'infrastructures en matière d'irrigation, de lutte contre les inondations, de production d'électricité et d'approvisionnement en eau. Cette situation a pour conséquence la sous-utilisation des ressources en eau, ce qui constitue une entrave aux possibilités de développement économique. Vu le retard considérable accusé par le continent africain en termes de niveau de couverture en matière d'adduction d'eau, d'assainissement, d'irrigation et d'énergie hydroélectrique, des efforts substantiels sont nécessaires pour améliorer le financement de nouvelles infrastructures tout en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes.

Les coûts projetés pour la réalisation des objectifs de la Vision africaine de l'eau et des OMD y afférents s'élèvent à quelque 20 millions de dollars EU par an. Les financements actuels fournis par les organismes et les gouvernements donateurs ne suffisent pas à couvrir ces besoins en investissement. Il est donc impérieux de mobiliser des fonds auprès d'autres sources de financement pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement.

Eau et assainissement en Afrique

- **Moins de 60% de la population totale** en Afrique a accès aux services améliorés d'adduction d'eau et d'assainissement.
- **Approximativement 210 millions de personnes** en zone urbaine auront besoin d'un accès aux services d'adduction d'eau.
- **211 millions de personnes** auront besoin de services d'assainissement pour atteindre les objectifs internationaux définis dans les OMD d'ici 2015.
- **Un nombre similaire de personnes auront également** besoin d'un accès à ces services **en milieu rural**